REPUBLIQUE POPULAIRE DU BENIN

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

DECRET N°88-421 du 26 Octobre 1988

portant création d'une commission spéciale chargée de vérifier la nature des prêts accordés par la Banque Commerciale du Bénin, la Banque Béninoise pour le Développement et la Caisse Nationale de Crédit Agricole aux personnes morales, nationales ou provinciales, et aux personnes physiques et du recouvrement des créances de ces institutions financières.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE
CHEF DE L'ETAT, PRESIDENT DU
CONSEIL EXECUTIF NATIONAL,

- VU l'ordonnance N°77-32 du 9 Septembre 1977 portant promulgation de la Loi Fondamentale de la République Populaire du Bénin et les lois constitutionnelles qui l'ont modifiée,
- VU le décret N°88-315 du 29 Juillet 1988 portant composition du Conseil Exécutif National et de son Comité Permanent,

DECRETE :

ARTICLE 1er - Il est créé une commission spéciale chargée de vérifier la nature des prêts accordés par la Banque Commerciale du Bénin, la Banque Béninoise pour le Développement et la Caisse Nationale de Crédit Agricole aux personnes morales, nationales ou provinciales, et aux personnes physiques ainsi que du recouvrement des créances de ces institutions financières.

ARTICLE 2 - La commission spéciale est composée comme suit :

Président : Camarade Kpo LAFIA BIO,

Vice-Président : Camarade Séraphin HOUNCHONOU,

Membres : Camarades - Paul GONCALVES,
- Benoît ZANNOU,
- Octave ROKO,
- Emmanuel YOA,
- Honorat-Rhétice d'ALMEIDA,
- Saturnin TCHETCHAO,
- Antoine GBEBOUME,
- Elias DEGBELO.

.../...

ARTICLE 3 - La commission spéciale est chargée de recouvrer, par tous les moyens, auprès des débiteurs décrits à l'article 1er ci-dessus, toutes les créances de la Banque Commerciale du Bénin, de la Banque Béninoise pour le Développement et de la Caisse Nationale de Crédit Agricole.

ARTICLE 4 - La commission spéciale dispose des pleins pouvoirs d'investigations et peut faire appel ou entendre toute personne dont les compétences ou l'audition lui paraîtront nécessaires à l'accomplissement correct de sa mission.

ARTICLE 5 - La commission spéciale doit travailler sans désemparer et déposer ses conclusions au Chef de l'Etat le 25 Novembre 1988 au plus tard.

ARTICLE 6 - Le présent décret sera publié et communiqué partout où besoin sera.-

Fait à COTONOU, le 26 Octobre 1988

par le Président de la République,
Chef de l'Etat, Président du Conseil
Exécutif National,

Mathieu KEREKOU

Ampliations : PR 4 - SGCEN 4 - Président, Vice-Président et
Membres de la Commission Spéciale 10.